

Le besoin d'une gauche

PAR EDWY PLENEL
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 10 JUIN 2017



© Reuters

Nous avons besoin d'une gauche sociale, écologique et solidaire. D'une gauche qui s'oppose avec l'intelligence d'une radicalité pragmatique. D'une gauche qui entrave cette tentation d'un pouvoir sans partage que renforcent nos institutions monarchiques.

Les vainqueurs vivent toujours dans l'illusion de l'instant. Ils ne savent pas combien leur inconscience se paiera au prix fort demain. Il en va ainsi de l'écrasante majorité, absolue et dominatrice, annoncée, à l'issue des législatives des 11 et 18 juin, en faveur des candidats du mouvement En Marche! créé par Emmanuel Macron. Si elle advient, ce ne sera pas une bonne nouvelle, ni pour la vitalité démocratique du pays, ni pour le quinquennat qui commence.

Une majorité en quelque sorte « bleu horizon », soumise et suiviste, zélée et conformiste, ne fera qu'accompagner une nouvelle accentuation du désenchantement démocratique français, ouvrant de nouveau la voie aux tentations autoritaires et identitaires, celles qui, faisant commerce des haines et des peurs, imposent depuis trente ans leur hégémonie à notre vie politique. La cohérence démocratique est à ce prix : tout comme nous assumons d'avoir appelé à faire barrage au Front national, sans pour autant adhérer au programme du candidat qui était opposé à Marine Le Pen, nous estimons qu'offrir une majorité sans partage, et surtout sans opposition de

gauche consistante, à la nouvelle présidence ne ferait qu'aggraver les maux qui sont au ressort de l'ascension de l'extrême droite.

Il n'aura pas fallu un mois de présidence Macron pour que le présidentielisme— cette facilité césariste, ce confort bonapartiste, bref ce déni de démocratie — impose sa loi, à rebours des promesses de renouveau démocratique du candidat élu le 7 mai. Deux jours plus tôt, le 5 mai au soir, confronté aux interpellations sans concession de Mediapart (*c'est à revoir ici et à lire là*), Emmanuel Macron s'engageait à « *inventer les formes démocratiques qui vont permettre au pluralisme et à la vitalité démocratique qui a émergé durant cette campagne de s'exprimer* », défendait « *un vrai contrôle parlementaire* » et plaidait pour « *un Parlement rénové* », ajoutait que « *si l'on veut redonner à la vie politique son sens, sa force, le Parlement doit être l'artisan de cette mise en responsabilité politique de l'exécutif* ».

Durant la campagne législative, ces mots ont disparu de la campagne macroniste, remplacés par la seule exigence d'un tribut qu'il faudrait accorder automatiquement au vainqueur, sous peine d'être mauvais perdant alors qu'il ne s'agit que de défendre la séparation des pouvoirs, et par conséquent l'autonomie du pouvoir législatif. Car rien du renouveau démocratique durable et profond dont Emmanuel Macron, au jour de son intronisation, se disait l'obligé, n'arrivera avec une majorité de députés qui ne devra d'exister qu'au seul miracle présidentiel. De fait, il est impossible de connaître le programme législatif sur lequel s'engagent les candidats estampillés « majorité présidentielle » : ils ne se proposent que de soutenir ce que décidera le nouveau président de la République dont le portrait, le plus souvent, prend autant de place que le leur sur les affiches électorales.

À ce chèque en blanc qu'ils incarnent, à l'opposé de tout mandat clair et transparent auprès des électeurs, s'ajoute la nature ô combien décevante du renouvellement promis. La « société civile » qu'entendait promouvoir En Marche! se révèle socialement fort éloignée du plus grand nombre (*lire*

ici), très proche du recyclage en politique de milieux favorisés, de clientèles économiques ou de politiciens professionnels, enfin souvent bien peu conforme aux engagements de moralisation et aux exigences éthiques (*lire là et là*).

Lors de son ultime entretien avec Mediapart, le futur président de la République avait balayé, sans y répondre sur le fond, notre question sur le « *pouvoir personnel* », ces « *institutions de la V^e République plus fortes que les hommes* », comme l'ont illustré à foison les conversions répétées de leurs plus zélés critiques à l'abus de pouvoir permanent qu'elles accordent au chef de l'État. Là encore, il n'a pas fallu un mois pour que cette nouvelle présidence y cède, tournant le dos à la société, entendue comme toutes celles et tous ceux qui y font vivre, au jour le jour, les exigences de solidarité et de fraternité, d'égalité et de liberté.

C'est le cas, malgré les proclamations d'écoute et de patience, pour les entretiens sur la loi sur le travail, jeu de dupes où les principales cartes ne sont pas sur la table, où le pouvoir ne « *dit rien* » de l'essentiel, comme l'a confié le président lui-même (*à écouter ici*) tandis que, sans la presse, on ne saurait rien de ses véritables intentions, de son calendrier et de ses objectifs, déjà fixés (*lire ici et là*). C'est le cas encore de la politique envers les migrants dont le ministre de l'intérieur revendique un durcissement, loin de toute exigence humanitaire et à l'opposé de l'attitude allemande qu'avait saluée dans le passé Emmanuel Macron, au point de laisser les forces de police faire, à Calais, la chasse aux bénévoles qui les nourrissent (*lire ici et là*). C'est le cas enfin des libertés fondamentales, avec cette proposition sidérante de faire entrer dans le droit commun les principales mesures d'exception de l'état d'urgence (*lire ici*), en somme d'installer à demeure un État policier hors de tout contrôle du pouvoir judiciaire, au grand dam de l'ensemble des défenseurs des droits humains (*lire là*).

Par-delà quelques effets de communication, essentiellement sur la scène internationale, le macronisme se révèle ainsi d'emblée conservatisme, le libéralisme économique dont il se réclame, au service des intérêts sociaux dominants, n'étant pas

accompagné d'une renaissance de ce libéralisme politique qui fait tant défaut à la culture politique française. Si la suite n'est évidemment pas écrite, le bonapartisme ayant toujours des capacités de rebond, de droite à gauche, et inversement, au service de sa permanence – les règnes de Napoléon I^{er}, de Napoléon III et de Charles de Gaulle en furent emblématiques –, il est assuré qu'elle marchera à rebours des exigences démocratiques, sociales et écologiques si le pouvoir présidentiel est livré à lui-même, avec pour seule opposition parlementaire conséquente ce qui restera de la droite réactionnaire dont Nicolas Sarkozy et François Fillon furent les porte-drapeaux.

La longue durée des combats inachevés de l'émancipation

C'est pourquoi nous avons besoin d'une gauche. D'une opposition de gauche. Démocratique, sociale, écologique, solidaire. D'une opposition ayant l'intelligence des radicalités pragmatiques, celles qui ne se payent pas de mots mais affrontent les problèmes à leur racine, au plus près du réel et de ses expériences. D'une opposition soucieuse de ce qui la rassemble sur l'essentiel, plutôt que rongée par ses différences. D'une gauche ayant assez de lucidité sur ses échecs pour rester humble face au long chemin de reconstruction qui s'impose désormais à toutes ses composantes. D'une gauche qui se sente redevable à sa longue durée, celle des combats toujours inachevés de l'émancipation au nom de l'égalité des droits, plutôt que de se laisser happer par des succès illusoire et des hégémonies fragiles.

Cette gauche a divers visages, et ce devrait être sa force de savoir les conjuguer et les rapprocher. Ce sont ceux de toutes les bonnes volontés qui, face aux renoncements, voire aux reniements du quinquennat Hollande-Valls – le choix de Manuel Valls comme premier ministre ayant signifié la perte de cette présidence élue en 2012 à gauche –, ont su, un jour ou l'autre, dire non. Tous sont bienvenus, pas seulement les opposants de toujours ou de la première heure, revendiqués par la France insoumise malgré son jeune âge – le mouvement a été créé en 2016. Car, qu'ils aient été socialistes, communistes, écologistes,

militants associatifs ou syndicaux, etc., ils ont su affronter ce choix le plus difficile : penser contre soi-même et contre les siens, affirmer son indépendance contre les disciplines majoritaires, assumer sa liberté en rompant avec les contraintes partisans. En ce sens, ils n'ont pas démerité de nos espoirs.

Nous savons bien que le lendemain de ces élections législatives risque d'être l'an zéro de la gauche française. Mais nous refusons de céder à cet air du temps présidentialiste qui voudrait en faire table rase, dans un « démagisme » destructeur d'une histoire collective dont le passé est toujours plein d'à présent. Car nous serions, par exemple, britanniques, voire nord-américains, nous ne serions pas spectateurs d'un tel désastre. Tout simplement parce que le parlementarisme vivant de Grande-Bretagne ou la culture démocratique des États-Unis nous en préserverait – ce que le résultat des élections anglaises (*lire ici et là*) ou les rebondissements du feuilleton Trump démontrent amplement (*lire ici*). Alors qu'en France, l'omniprésence du pouvoir d'un seul corrompt tout le champ politique, jusqu'à ses oppositions, contaminées par la quête d'un homme providentiel plutôt qu'occupées à créer des dynamiques collectives exemplaires.

« *Les dieux aveuglent ceux qu'ils veulent perdre* » : en 1894, **Séverine** (1855-1929), formidable journaliste, formée à l'école du communalard Jules Vallès, citait cette sentence latine pour évoquer « *les faiseurs de Césars* ». C'était à propos d'un épisode avorté de notre mal bonapartiste, le boulangisme – du nom du général Boulanger, dont le mouvement faillit s'emparer de la III^e République –, où elle s'en prenait à ceux qui l'avaient enfanté, avec des mots qui pourraient s'adresser aujourd'hui à ceux qui, durant le quinquennat écoulé, lui ont de nouveau fait la courte échelle en nous léguant Emmanuel Macron. Séverine donc : « *Comment ne se rendent-ils pas compte, ces gouvernants, que ce sont leurs propres erreurs, leurs fautes, leur égoïsme, leur j'menfichisme, leur gloutonnerie, et leur mépris des misérables, qui ont fait, bien autrement que les chromos d'Épinal ou les refrains des beuglants, le général Boulanger !* »

Comme une résonance ironique avec notre actualité, ces lignes sont tirées d'un recueil d'articles intitulé *Notes d'une frondeuse*, qui sera rapidement suivi d'un autre, titré *En marche...* Mais la marche de Séverine ne la menait aucunement vers le pouvoir personnel, fidèle qu'elle fut jusqu'à son dernier souffle à l'espérance démocratique et sociale, cet appel de l'égalité sans frontières puisque sa dernière apparition publique fut lors d'un meeting de solidarité avec les anarchistes Sacco et Vanzetti, peu avant leur exécution aux États-Unis. Ce détour est une façon de dire que nous ne sommes pas aveugles sur les responsables ni dupes des responsabilités qui ont mené la gauche dans l'impasse qui semble aujourd'hui la sienne. Mais que, tout autant, nous nous refusons à jeter le bébé avec l'eau du bain, à sacrifier durablement des décennies d'histoire commune des gauches parce qu'elles ont été momentanément saccagées par et sous la présidence de François Hollande.

Dans la diversité des « ismes » qui en furent ou en sont l'expression, la longue histoire de la gauche est tout simplement celle de la question sociale, indissociable de la question de la justice et de l'égalité, et désormais imbriquée aux enjeux de crise de civilisation et de survie de l'humanité portés par l'écologie politique. Or ces questions-là, quels que soient les époques ou les contextes, ne se dissoudront jamais dans un « peuple » ou une « société civile » indistincts, qu'une politique d'en haut rendrait artificiellement homogènes. Elles sont tissées, tout au contraire, de la grande pluralité qui les traversent, d'intérêts, de classes, de minorités, de luttes, de revendications, etc., et c'est à cette richesse qu'une démocratie sociale véritable devrait donner droit de cité, de parole et d'action. Or le propre de l'histoire de la gauche, du mouvement ouvrier au mouvement social, par-delà toutes ses déconvenues, tristesses et chagrins, c'est d'avoir porté toutes ces causes, de leur avoir donné corps et sens au service d'exigences communes.

Peut-être nous reviendra-t-il de sauver la gauche d'elle-même, c'est-à-dire de faire valoir nos droits de citoyens et d'électeurs face aux professionnels qui s'en sont cru propriétaires, au point de la déchirer ou de la diviser. Mais dans l'immédiat, il nous revient

par nos votes d'éviter ce rebond de la catastrophe, conjurée le 7 mai face à l'extrême droite, que serait l'avènement d'un pouvoir sans opposition de gauche. Ne serait-ce qu'au nom de la cohorte d'obscurs et de sans grades qui, depuis deux siècles, ont donné vie à ces mots de syndicalisme, socialisme, communisme,

anarchisme, trotskysme et il y en a bien d'autres, où s'est approfondie, depuis 1789, l'espérance d'une société plus juste et plus solidaire, plus humaine en somme. Ce passé ne sera jamais mort et, le sauver, c'est sauver notre présent.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.